

La doctrine républicaine: une sagesse politique perdue ? par Alexandre Dorna

Partons d'un constat simple d'aujourd'hui : la République est honorée et le républicanisme est plébiscité en France. L'idéal républicain, selon les élites modernes, a traversé, paraît-il, tous les clivages politiques de nos cinq "républiques".

Or, une profonde impression de désenchantement, voire de désillusion se fait sentir. Elle s'exprime sous la forme d'une double question qui renforce le doute :

**Avons-nous un républicanisme sans République ?
Avons-nous une République sans républicanisme ?**

Certes, les valeurs de la République sont largement reconnues. Quelques uns se rappellent le message républicain en le réduisant aux valeurs consensuelles du triptyque : liberté, égalité et fraternité, tandis que d'autres mettent l'accent sur la déclaration des droits de l'homme, mais parfois en oubliant d'y ajouter « et du citoyen ». Enfin, les plus « cultivés » de nos politiques n'hésitent pas d'assimiler le républicanisme à la modernité et au siècle de Lumières au point de faire de Voltaire et des philosophes du 18ème siècle le paradigme républicain, en oubliant leurs penchants monarchiques.

Il est utile de constater que l'utilisation massive et [généralisée](#) de la notion de Républicanisme dans le vocabulaire politique est réapparu récemment : il n'y a pas plus de 15 ans.

Toutefois, une chose est certaine : la doctrine et la signification du républicanisme restent dans la pénombre des idéologies modernes et sont confusément évoquées.

Chacun sait (ici dans cette assemblée) que le dédain pour l'histoire de la République est moins le fait d'une mémoire sélective que, [le révélateur](#) d'une occultation de la doctrine républicaine ancienne, et même des racines de la Révolution de 89 et de la Ire République.

Ainsi, la signification de la question républicaine s'est travestie avec le temps et s'est prêtée à toutes sortes d'amalgames, au point que tout le monde se déclare républicain, y compris les anti-républicains d'hier. Rien d'étonnant dès lors qu'un bon nombre de démocrates modernes, de toute bonne foi, non seulement pensent que réhabiliter la pensée républicaine est une affaire de "vieilles barbes", mais que la démocratie résume en elle-même toute la posture républicaine.

L'analyse de l'antagonisme entre démocratie et République, par R. Debray en 1989, reste la référence, ces dernières années, d'un débat important qui n'a pas eu lieu au sein de la classe politique ni de l'intelligentsia médiatique.

Mes propos re-posent la question républicaine : est-elle vraiment comprise dans son vrai sens et est-elle à nouveau à l'ordre du jour ?

Je le crois, à la manière de C. Pelletan, qu' « il faut rendre la République républicaine ».

Pourquoi dis-je cela ? Parce que la doctrine républicaine, à la différence des grandes idéologies dominantes du XXe siècle (le libéralisme, le marxisme, le christianisme social et le nationalisme), reste la seule doctrine à ne pas s'être reniée ni effondrée face à la crise des valeurs de notre temps.

Et aussi parce qu'un constat s'impose : la République sans républicanisme n'a jamais été le rempart contre la montée de l'intolérance, l'incivisme et la formidable crise politique, idéologique et psychologique qui traverse la France d'aujourd'hui.

Je tenterai dans cet exposé de me rapprocher de 3 thèmes dont l'articulation devrait renforcer le besoin d'un authentique discours humaniste républicain :

- La fragilité des idées reçues sur le républicanisme
- Le républicanisme une philosophie et une psychologie politique
- L' « hypocrisie de la démocratie représentative »

Il y a là place pour un débat politique de fond qui demande une réflexion plus approfondie et la remise en cause des idées reçues. Les éléments sont à notre disposition, reste que le débat requiert une solide culture. Quelques recherches actuelles menées par des historiens anglais et par quelques politologues français apportent un éclairage nouveau.

I.- Idées reçues sur l'univers intellectuel du républicanisme

Ces remarques quelque peu impératives et tranchantes trouvent leur fondement dans un réexamen des idées reçues sur le républicanisme, après plus d'un siècle d'amalgames et de méfiances, des petites histoires du micro cosmos politique qui cachent la portée des idées politiques.

Voici [quelques unes](#) de ces idées reçues.

° **Première idée reçue.** Le républicanisme serait la face politique progressiste du libéralisme. Or, au fond, le républicanisme n'est pas soluble dans la potion libérale, même lorsque le libéralisme se déclare humaniste, équitable et socialement correct.

Peut-on oublier que beaucoup des libéraux de 1789 se sont ralliés au changement républicain tout en refusant la souveraineté du peuple et en acceptant une démocratie indirecte, pour se déclarer plus tard partisans de la Restauration et de l'orléanisme ?

Que la fraction libérale après la révolution de 1848 s'est très bien accommodée du Second Empire ?

Faut-il rappeler que le rapport à la liberté des républicains n'est pas purement et simplement une revendication individuelle, mais qu'il pose la question de la domination à l'échelle de la société ?

Qui peut croire que la position des républicains sur le rôle de l'État est la même que celle du libéralisme avec sa croyance pseudo scientifique les lois du marché ?

A ce sujet, je pense qu'il faudrait ouvrir une discussion de fond sur les rapports entre la philosophie [libérale](#) et le [libéralisme économique](#), car si certains [déclarent](#) accepter le premier, mais critiquer le second, d'autres n'[hésitent](#) à assimiler l'un à l'autre.

La doctrine républicaine fait de la modernité et de la Révolution une lecture plutôt critique, qu'il s'agisse du jacobinisme aussi bien que de l'aventure napoléonienne. L'ouvrage du Pr. Aulard (ami de Gambetta et radical socialiste), sur l'histoire de la Révolution française, publié au début du XXe siècle, est une référence presque oubliée. Faut-il rappeler que si la modernité enfante le libéralisme, l'anarchisme, le socialisme et les diverses formes du romantisme nationaliste, le républicanisme établit une nette ligne de démarcation doctrinale avec ces idéologies en se réclamant moins d'une conception individualiste que de solidarité sociale. Non sans fondement doctrinal profond Albert Bayet (1932), essayiste et homme politique, l'exprime clairement : *"Notre premier devoir est donc de mettre un terme au régime égoïste, inhumain, qui, sous le nom de "libéralisme", met l'industrie au service de quelques-uns, au lieu de la mettre au service de la collectivité."*)

Certes, les reproches à l'individualisme doivent être nuancés, car tout [républicain](#) est un [défenseur](#) de l'individu contre toute forme de pouvoir et évidemment pour un individualisme solidaire.

Rappelons, enfin, que le libéralisme repose sur une conception individualiste de la liberté humaine et que certains libéraux affirment l'existence d'une nature humaine imperfectible et corrompue. En revanche, le républicanisme pense qu'un individu isolé est une abstraction illusoire et la nature humaine modifiable, d'autant que si l'homme aspire à être libre, il ne l'est pas sans les autres, c'est-à-dire indépendamment du contexte social total.

° Deuxième idée reçue: Le républicanisme serait l'héritier du jacobinisme de la révolution française. Or, contrairement à quelques formules maintes fois répétées, le républicanisme n'est nullement béat devant la grande Révolution. Plusieurs voix critiques républicaines se sont exprimées au sujet de 93 et la dictature jacobine de Robespierre. C'est le cas de l'historien Aulard et de Gambetta et ses amis fondateurs de la IIIe République, sans oublier Michelet qui n'a pas de mots assez durs pour critiquer Robespierre, encore moins Quinet qui

est le premier à avoir fait la critique de la [Révolution](#) au nom des principes de la [révolution \(**\)](#). En effet, l'enjeu politique est l'affaire de tous, le principe de la souveraineté populaire impliquant la participation active de tous les citoyens à la chose publique

La position républicaine est hostile à toute hégémonie : lorsque le pouvoir politique se fait autoritaire, oligarchique ou l'expression d'une tendance (classe, groupe ou caste), il cesse automatiquement d'être républicain. Et cela [indépendamment](#) de l'utilisation de la méthode démocratique pour élire les représentants. D'où le refus d'utiliser la rhétorique de la lutte de classes pour justifier l'injustifiable ou nier la réalité des inégalités. L'important est l'intérêt général et la méthode la recherche d'équilibre dans un cadre de liberté. Cela n'empêche pas le recours à l'autodéfense et à l'insurrection contre toute tyrannie.

° **Troisième idée reçue.** Le républicanisme moderne serait un rationalisme scientifique, dont les racines seraient le positivisme et le scientisme. Cette vision ignore que le républicanisme est une vision du politique bien antérieure à l'émergence du scientisme moderne. Et, par rapport au passé récent c'est une mauvaise caricature. En tout état de cause, l'exaltation de la raison comme seul principe pour gérer les affaires politiques n'est pas une pensée républicaine.

Qui de plus rationnels que Napoléon Ier et Napoléon III ?

La rationalité dont les républicains se réclament est raisonnablement critique. En un mot : contestable. Si positivisme il y a, c'est au fond une position éclairée devant la pensée rétrograde et obscure du mysticisme et de la révélation des idées religieuses et métaphysiques. Bref, face aux croyances dogmatiques. Et de l'idée d'une société idéale (inspirée de Platon) dirigée par des castes, y compris celle de savants.

Curieusement, Machiavel (républicain) énonce la nécessité d'un citoyen libre de toute orthodoxie et de toute hégémonie. C'est F. Buisson qui exprimera autrement cette idée et avec clarté : « L'éducation républicaine ne croit pas à des vérités absolues, immuables, intangibles. Elle n'accepte ni doctrine d'État, ni doctrine d'Église, comme l'expression parfaite de la parfaite vérité ».

° **Quatrième idée reçue.** Le républicanisme (l'index accusateur des néo-libéraux pointe vers la IIIe République) serait la version française de l'État providence sur la base d'une vertu républicaine inexistante. C'est faire abstraction de l'exigence républicaine de base : le but de la politique républicaine est avant tout l'indépendance des citoyens, mais par la maîtrise collective que la société parvient à créer en terme de devoirs (pas seulement de droits) civiques. L'essentiel est aussi d'éviter que chacun se replie sur soi-même et se désintéresse de la gestion collective au point d'accepter la confiscation de décisions de gouvernement par des professionnels de la gestion. Cette confiscation a en effet toujours eu deux conséquences négatives : la coupure entre gouvernants et gouvernés et la distribution inégale des rôles politiques.

Enfin, le désenchantement du monde. Mettre politiquement l'accent sur l'engagement citoyen. Encore une fois, la vertu est l'élément essentiel. La vertu est une morale laïque. La vertu n'est pas ici une forme de morale ou d'éthique dont l'individu est porteur par la grâce d'un Dieu, mais par l'apprentissage social issu des règles de connivence, lesquelles sont le produit des expériences collectives, des échanges et des dialogues. La vertu représente la capacité sociale des citoyens à faire valoir l'intérêt général avant l'intérêt propre. L'individu est ici subordonné à son existence politique, voire citoyenne. C'est en cela que le républicanisme peut faire une critique constructive de la faillite de la modernité et dénoncer le *statu quo* injuste d'un ordre établi par l'appropriation du pouvoir et de la richesse par une minorité non républicaine.

La condition nécessaire de la République est la présence d'un vrai État qui soit véritablement l'affaire de tous, sans faire appel à une transcendance théologique ou historique dans la quête du bonheur soit biblique soit laïque. Car la politique républicaine ne se fait pas sans une claire conscience des sacrifices qu'elle impose.

° **Cinquième idée reçue.** Le républicanisme s'opposerait à la démocratie. Là, il y a un malentendu idéologique. Tout républicanisme a une préférence pour la méthode démocratique dans la prise de décisions collectives et pour résoudre des conflits d'opinion. Car la démocratie s'invalide d'elle-même lorsqu'elle se transforme en idéologie sous la forme du principe majoritaire et davantage encore lorsqu'elle se veut une délégation de la souveraineté populaire. Chacun sait qu'une majorité électorale peut aussi conduire à l'instauration de la dictature. La victoire écrasante de la démocratie représentative d'inspiration libérale ou communiste est un effet pervers du démocratisme, en particulier dans sa version nord américaine.

° **Sixième idée reçue : le républicanisme opte pour l'égalité (non l'équité) c'est-à-dire pour une liberté positive.**

La question de la liberté pour les républicains est probablement la discussion la plus controversée et la plus escamotée.

La fameuse discussion entre la liberté des anciens et la liberté des modernes qui se solde par la victoire à la Pyrrhus des modernes.

La conception des libéraux et de ses descendants actuels est celle d'une psychologie individualiste dans laquelle le principe est la non interférence de la politique et du politique (l'État) dans la vie quotidienne et les affaires de la propriété privée. C'est là les prémisses de l'utilitarisme libéral avec la devise : « le *maximum* de bonheur (individuel) pour le plus grand nombre ». Et la demande croissante d'une société civile pour toujours plus de droits civils comme garantie devant l'autorité de l'État Léviathan, jusqu'à demander (pour l'aile extrême du libéralisme : les anarchistes et les marxistes bolcheviques) l'élimination de l'État. La politique étant la tension entre l'individu et l'État. L'idéologie démocrate à l'américaine et le communautarisme incarne cette idée de la liberté.

D'où la facile acceptation de la séparation symbolique des pouvoirs et de la démocratie représentative.

L'individu (version libérale) allégé de la "corvée " politique et des responsabilités collectives, juge la politique comme un fardeau qui empêche le bonheur de chacun. C'est l'acceptation d'une citoyenneté passive et d'un bonheur chez sans les autres, sans fraternité, sans égalité. Bref, sans République. Ce sont les « valeurs » devenues dominantes y compris pour une grande partie de ceux qui s'autoproclament républicains.

En revanche, l'idée de la liberté chez les républicains est toute autre : c'est une attitude de participation active où les droits sont la conséquence de l'effort de devoir envers la famille et la patrie, voire la nation.

C'est une liberté avec et par la société.

D'où la lutte contre toute tyrannie et toute oligarchie.

Bref, c'est une posture radicale de non domination.

Cette conception fut celle des Grecs et des Romains (jusqu'à l'empire), puis des républiques italiennes. Et la position de républicains anglais jusqu'à leur échec au 17^e siècle. Et celle de certains républicains français.

La différence entre ces deux conceptions de la liberté est donc de taille, car l'une ne demande pas une société ni juste ni équilibrée, mais simplement une société où la non interférence de la société puisse permettre la jouissance d'un bonheur personnel. Selon l'autre conception, républicaine, ce n'est pas le bonheur individuel qui constitue le but de la politique, mais l'indépendance de tous face à l'arbitraire et aux contraintes exercées par les pouvoirs, à savoir les caprices et le bon vouloir des gouvernants. Aussi l'existence **des contre pouvoirs** est-elle une revendication typiquement républicaine, développée notamment par Alain, et qu'on retrouve dans la théorie du solidarisme telle que synthétisée par le radical Léon Bourgeois.

Nous y reviendrons plus loin.

II.- Le républicanisme une philosophie et une psychologie politique

Claude Nicolet est presque le seul historien à restituer l'âme républicaine, avec son ouvrage sur *L'idée républicaine en France*, au milieu de l'indifférence des monographies académiques sur le sujet, et des omissions glaciales des politiques professionnels.

Mais le républicanisme est bien plus que la trajectoire d'une idée historique. Toutefois, pour y voir plus clair et Il faut aller plus loin: **Le républicanisme est-il une philosophie ou une idéologie politique?**

Répondre affirmativement à cette question, nous devons nous accorder autour de quelques remarques :

Première remarque :

Ce serait une erreur de parler d'une métaphysique républicaine. Le républicanisme n'est pas un système d'idées abstraites closes selon des raisonnements logiques. Encore moins une théorie globale de l'homme et de la société, mais bien plus une sagesse et un savoir-faire méthodique. École de pensée plus que pensée d'école, la démarche républicaine apparaît comme une pédagogie politique, dont l'empirisme, le pragmatisme et le raisonnement inductif font de la pratique de la participation, la discussion et la délibération des citoyens, l'instrument essentiel pour la gestion de la cité et la prise de décisions. C'est un pragmatisme libéré de tout hermétisme théologique et des élucubrations métaphysiques.

Deuxième remarque :

La pensée républicaine se veut multiple et unitaire : car avant tout, il s'agit d'une approche morale qui, ne se réclamant pas d'une vérité révélée ni d'une sagesse incarnée par une personnalité, même exceptionnelle, demande une démarche raisonnée et une pratique démontrable soumise au libre examen de conscience et à la délibération entre égaux. Ainsi, la logique républicaine recherche un vrai juste, c'est-à-dire une vérité qui émerge de la discussion et du dialogue entre égaux. C'est le principe de l'unité de contraires dans un cadre ouvert au dialogue et à la délibération. Ferme dans le devoir et énergique sur les droits de tous.

Troisième remarque :

La doctrine républicaine se retrouve dans la conception antique de l'homme citoyen participatif, libre de domination et solidaire envers la cité et ses lois. Le tout repose sur l'idéal d'un équilibre politique de forces et des options contradictoires dans le cadre d'une volonté commune de bien-être, dont l'exigence est le respect de l'intérêt général et les lois de la communauté de droit. C'est le sens même de l'idée du bien commun et le principe de la cohésion sociale, l'unité de commandement après délibération de tous.

Quatrième remarque :

La méthode politique républicaine est une équation visant l'autocorrection des erreurs et la mesure dans les décisions collectives. Car le maître mot est justice, et cela vaut pour l'affranchissement de la domination économique et de toutes les autres. L'idée de justice républicaine est celle d'une collectivité, dans laquelle si la propriété est un droit, la liberté de chacun un postulat absolu et inaliénable, la laïcité une garantie de tolérance contre l'esprit de sectes et de castes, nul peut dominer la cité et ses citoyens. C'est un choix délibérément

anti-dogmatique, et une attitude exigeante que rend l'interaction humaine civilisée et le désir de vivre ensemble fort faisable.

Cinquième remarque:

Le républicanisme reste le régime anti-monarchique et anti-aristocratique par excellence. Et ainsi par extension un rempart contre toute domination oligarchique. Ce n'est pas le cas de la démocratie qui n'est pas un régime, mais une méthode même sous une monarchie constitutionnelle.

Sixième remarque : la liberté au cœur de la République.

Les libéraux ont confisqué la notion de liberté tout en occultant celle de républicains. L'aile gauche des libéraux, c'est-à-dire les sociaux-démocrates et les marxistes, en dénonçant la liberté de classes, a attaqué la liberté des modernes (libéraux), mais aussi celle des anciens républicains.

Ainsi les républicains se sont trouvés philosophiquement dans une posture inconfortable entre frères ennemis : la gauche et la droite, l'individualisme et le collectivisme, le libéralisme et le communisme. Le républicanisme offre **un espace de non domination**. Cette attitude permet à chaque citoyen non d'échapper à l'arbitraire, mais de le combattre. Et d'y faire face avec la fierté du devoir.

III.- La justification par hypocrisie de la démocratie représentative

La défaillance de la démocratie représentative est devenue un secret de polichinelle, au point qu'elle constitue une cause de l'affaiblissement des institutions républicaines et de la mollesse du républicanisme. Il me semble utile, donc, de montrer comment le discours social libéral nous a imposé une version ambiguë et altérée du combat républicain.

Il ne faut pas oublier que la démocratie représentative est le résultat d'un compromis politique au moment de la révolution française entre les forces anti-monarchiques et les forces républicaines sous l'emprise d'une crise extrême du système politique de l'époque. C'est la chute d'un vieux monde et la naissance d'une forme de gouvernement que ses propres fondateurs opposaient à la démocratie d'origine grecque.

Grand débat (qui reste ouvert) et beaucoup d'hésitations, débat qui conduit à une vision plus proche du libéralisme.

La référence était la révolution anglaise (monarchie constitutionnelle) et est encore aujourd'hui, même en France, la démocratie américaine.

Pourtant, il faut reconnaître que la démocratie représentative non seulement s'éloigne de l'idée républicaine originale, mais qu'elle la vide de son essence : la participation de chacun aux affaires de tous.

a) Pourquoi avoir choisi la démocratie représentative ? Quelles sont les raisons libérales ?

Les traces de ce glissement se trouvent dans les prises de position des hommes dont la puissance était reconnue : d'un côté l'abbé Sieyès, et de l'autre côté l'Américain Madison.

Tous les deux et bien d'autres se chargent d'assimiler la démocratie représentative à une forme nouvelle et "moderne" de République, sous l'inspiration de la philosophie libérale.

James Madison (1751-1836), président des États-Unis, y voyait un système politique supérieur. Les décisions issues des représentants ne pouvaient qu'être plus raisonnables, moins partielles et passionnées, que celles produites directement par les citoyens.

Le Français Emmanuel Sieyès (1748-1836) est amené à le justifier ainsi : les citoyens ne disposent pas de temps pour s'occuper des affaires publiques. Ils arrivent à tirer la conclusion, aujourd'hui connue, qu'il faudrait pour gouverner une « profession particulière », sans trop se soucier des conséquences.

Ainsi, quelles étaient donc les raisons d'instaurer une démocratie par "représentation" ?

En réalité, le choix d'une « république à démocratie représentative » ne fut pas simplement le fruit d'un raisonnement "technique" a propos du nombre d'habitants dans les cités modernes : le choix fut rationnel, disons plutôt fortement idéologique.

Car la vraie raison fut et reste politique : c'est la peur de la « gueuse », de la « populace », du peuple incontrôlable, des "incultes" et des gens sans propriétés.

Ainsi, le refus de reconnaître l'égalité politique potentielle se place sur un terrain aristocratique. La prise de décisions gouvernementales est l'affaire d'une élite. Et cela en se flattant d'avoir apporté la liberté au plus grand nombre. République oligarchique donc.

Le vrai débat fut escamoté. Il le reste d'ailleurs.

b) Et la position républicaine ?

En revanche, la véritable tradition républicaine est celle d'une démocratie ni libérale ni représentative dont le souvenir de la Grèce antique s'est incarné dans la pratique politique des Républiques italiennes de la Renaissance.

Faut-il rappeler que la question de la démocratie républicaine, c'est-à-dire celle qui permet la participation directe des citoyens n'était pas que le souvenir

mythique de la Grèce antique, mais la pratique de plusieurs Républiques européennes plus de mille ans avant le débat des 18^e et 19^e siècle.

Faut-il encore rappeler que dans le camp des révolutionnaires de 89 deux positions se sont affrontées, puis superposées : celle des néo-athéniens et celle des néo-spartiates ?

C'est à la République de Venise jusqu'à sa chute (1797) que le tirage au sort était fort répandu.

Faut-il rappeler que Venise la sérénissime élit ainsi son premier doge en 697 ?

Aussi à Florence, la ville de Machiavel, le renouveau républicain avait institué le tirage au sort pour désigner les magistrats.

Le républicanisme non libéral s'était prononcé déjà depuis fort longtemps sur les perversions possibles d'une forme représentative de gouvernement. L'argument central était que si le gouvernement représentatif comporte des éléments démocratiques, l'élection des représentants réduit progressivement le rôle des citoyens à une activité de spectateurs puisque d'autres prennent les décisions en leur nom.

Voilà pourquoi l'anglais Harrington, admirateur de la République de Venise, se prononce pour le tirage au sort. Encore Montesquieu avait-il exprimé sa nostalgie et Rousseau son attachement aux pratiques anciennes.

Montesquieu est très lucide lorsqu'il écrit : " Le suffrage par le sort est de la nature de la démocratie; le suffrage par choix est de celle de l'aristocratie. Le sort est une façon d'élire qui n'afflige personne; il laisse à chaque citoyen l'espérance raisonnable de servir sa patrie".

A ce sujet, B. Manin (1995) écrit avec pertinence : "Rien, sinon la projection irréfléchie de notre propre culture sur le passé n'autorise à penser que Harrington, Montesquieu ou Rousseau étaient eux mêmes considérés comme périphériques dans leurs observations sur le tirage au sort et l'élection." Et, plus loin : "Les élites cultivées qui établirent le gouvernement représentatif en avaient assurément connaissance. »

Ainsi, le débat sur le tirage au sort durant la Révolution a avorté avant de naître. Et, curieusement, il n'est plus revenu ni sous la plume des intellectuels ni dans la bouche des hommes politiques. Belle entente implicite d'une pensée unique sur une question brûlante !

Plus tard, Tocqueville, auteur célébré aujourd'hui par tous (socialistes y compris), en faisant avec une grande acuité le portrait de l'Amérique, se déclare en même temps enthousiaste de son dynamisme, mais inquiet sur les conséquences à plus long terme. Mais, il est vrai, Tocqueville reste trop épris par la vision libérale pour mettre le doigt sur la querelle des républicains. Chez

Tocqueville, c'est son idéologie libérale qui l'a emporté sur l'observation pratique du fonctionnement de la République américaine.

Pourtant, le temps s'est chargé de montrer la pertinence de la critique républicaine non libérale et le besoin de revisiter les expériences anciennes. Car, étrangement, la démocratie représentative frôle l'oligarchie, voire la dictature par masses interposées.

IV.- La liberté contre la domination: voilà la révolte permanente de l'esprit.

Alain, ce philosophe, original et profond, situe volontairement la doctrine républicaine radicale dans le cadre d'une morale, d'un savoir vivre, et d'une pratique du dialogue et d'une farouche demande de contrôle du pouvoir. Il constate que tout pouvoir est absolu, donc méchant et corrompteur. Le leitmotiv du citoyen doit être l'exigence d'un contre-pouvoir : il faut contrôler le contrôle, il faut des contre pouvoirs aux pouvoirs.

Ainsi, c'est l'analyse du pouvoir qui l'amène à concevoir la justesse de la position républicaine. Produit d'un équilibre d'opinions contradictoires, la citoyenneté est à la fois résistance et obéissance. Le pouvoir démocratique n'est que résistance, il se révèle trop sensible à l'anarchie et ne peut bien fonctionner que dans le cadre d'une position républicaine exigeante.

La République assure à la fois résistance et obéissance. Elle est un choix, un parti pris, une règle à laquelle chaque citoyen doit plier son existence. Mais les beaux et nobles principes de la République n'ont de sens que si l'homme citoyen a le souci de les réaliser, de les adopter, de les appliquer à lui-même et à la société.

Alain écrit avec fermeté : *"Dès que vous voyez la pensée se séparer de l'outil, il n'y a plus d'espérance pour une vraie République. Il faut basculer les pouvoirs... la coupure entre ceux qui savent et ceux qui font est le vrai mal.."*

Enfin, la République repose, nous dit encore Alain, sur l'interaction et le respect de trois pouvoirs :

° Le pouvoir du gouverneur : il n'est jamais parfait, aussi bon, quel que soit l'homme. En effet, tout pouvoir corrompt, surtout quand il peut agir sans contrôle ni limite.

° Le pouvoir du conseiller : c'est celui des spécialistes. Par définition, ils forment une élite, une aristocratie de non élus. Ils entourent ceux qui nous gouvernent, mais ne sont pas responsables des décisions qu'ils proposent aux politiques.

° Le pouvoir des citoyens de dire non : c'est la capacité de s'opposer qui forge l'esprit républicain. Une maxime traduit cette idée : *"Obéir de corps, ne jamais obéir d'esprit."*

Certes, Alain n'est pas naïf, il sait bien que l'opinion publique est manipulable et manipulée, mais il pense qu'un dernier recours existe : le suffrage

universel secret. C'est par l'équilibre et la justesse de ces pouvoirs que l'existence même de la République a été rendue possible.

L'utilité d'un regard prospectif : réhabiliter la République

Contre toute attente, la conjoncture actuelle rappelle étrangement celle du siècle passé. Un profond malaise se niche au cœur de la modernité. La société actuelle traverse une nouvelle révolution technologique et une transformation du mode de production. Cela s'accompagne d'une forte détérioration des liens sociaux, voire des liens affectifs, dans la famille, du travail, des croyances et de l'autorité. Depuis de longues années, la République s'affaïsse et la démocratie s'effrite sans que personne ne trouve de solution porteuse, ni le mouvement son point de rupture.

Le fondateur de la Troisième République, Léon Gambetta, dans un banquet de la société positiviste, exprimait son *credo* sur la politique en ces termes le 15.2.1873 : **"Il viendra certainement un jour où la politique, ramenée à son véritable rôle, ayant cessé d'être la ressource des habiles et des intrigants, renonçant aux manœuvres déloyales et perfides, à l'esprit de corruption, à toute cette stratégie de dissimulation et de subterfuges, deviendra ce qu'elle doit être, une science morale, expression de tous les rapports, des intérêts, des faits et des mœurs, où elle s'imposera aussi bien aux consciences qu'aux esprits et dictera les règles du droit des sociétés humaines."**

Si la référence vous semble démodée, je vous rappelle qu'elle nous renvoie à une réalité contingente aujourd'hui : les intrigues, la corruption et l'hypocrisie des gouvernants et des politiques...

Mais Gambetta nous renvoie encore plus loin : aux sources mêmes d'une pensée politique républicaine au mode politique libre de technocratie et toujours soucieuse d'incarner le bien commun et la volonté du peuple contre toutes les oligarchies.

Voilà pourquoi l'idée républicaine à la française reste féconde et inachevée. Qui peut dire le contraire ? C'est le paradigme perdu d'une "politeia" forgée avec la passion de la liberté, la conviction humaniste de la beauté d'un idéal démocratique ouvert. Rappel moderne de l'âge d'or d'une cité où l'homme est la mesure de toute chose, selon la fameuse formule de Protagoras. Humanisme laïque et agnostique donc. Ce n'est pas un hasard si le discours républicain de la première heure se cristallise dans les luttes contre l'ancien régime et pour une République citoyenne, contre l'exploitation et pour la justice sociale, contre l'obscurantisme clérical et pour la séparation des Églises et de l'État. Mais la position républicaine n'est pas hostile à la spiritualité, elle rappelle, simplement, que derrière le "consensus" de la morale religieuse, voire

humanitaire, se cache le retour à la contrainte idéologique et à l'arbitraire politique.

L'actualité de ce point de vue n'échappera à personne. Ainsi, curieusement, et de manière inattendue la question de l'actualité de la pensée républicaine se retrouve dans ses propres origines. Les structures politiques, toutes tendances confondues, ne sont pas à la hauteur du défi qui leur est proposé, car toute politique implique une conception de la nature de l'homme; une psychologie politique donc. La doctrine républicaine, se trouve ainsi, paradoxalement, en première ligne, devant tant d'idéologies mortes, comme une des rares pensées capables de rétablir la démarcation entre les certitudes dogmatiques des hommes masses et les aspirations laïques des hommes libres.

Le solidarisme cher à Léon Bourgeois, l'autre grande figure du républicanisme non libéral répond avec simplicité à la question tout à fait actuelle de la "responsabilité" (dont le philosophe Jonas est le chef de file) face à la complexité du monde moderne et l'avenir des jeunes générations. Pourtant, curieusement, rares sont les travaux universitaires qui s'intéressent à réexaminer ce vieux chantier théorique. C'est une contribution qui résume le but du républicanisme radical et le définit clairement face aux autres courants idéologiques en concurrence : le socialisme, le libéralisme, le christianisme social et le nationalisme.

L'énorme avantage stratégique des républicains d'hier était d'être profondément laïques et sincèrement démocrates. Aujourd'hui, les « républicains » au pouvoir, de gauche ou de droite, se sont égarés dans une diaspora spirituelle et politique, sans liens directs ni cadre organique de référence.

Hélas, ceux qui cultivent encore positivement, mais de manière nostalgique, la "révolte permanente de l'esprit" (Alain) contre le pire des conformismes politiques se trouvent dans la « diaspora » de la politique, parfois dans le purgatoire.

Devant l'indifférence à l'égard de l'avenir de l'humanité. Il y a sans doute encore, aujourd'hui, une potentialité doctrinale républicaine non utilisée ni convenablement assemblée, un projet politique dont la puissance des idées fondatrices est incontestable. C'est une réponse de morale politique autant qu'une plateforme sociale de perfectionnement à la fois de l'homme et de la cité, face à une société injuste et une classe politique hypocrite qui tourne sur elle-même avec une énergie autodestructrice, faite de croyances technocratiques et de ruses machiavéliques, des pouvoirs manipulés par des maîtres vaniteux aux pieds d'argile. Et si l'époque est faite d'ambiguïté et de non-sens, l'approche doctrinale du républicanisme radical dans ses racines reste l'ultime idée neuve pour refonder la maison commune. Alexandre Dorna

Notes:

(*) Ce texte est complémentaire à un texte publié chez Baumont S. et Dorna A. (2001): Les grandes figures du radicalisme. Toulouse. Privat.

(**) Je remercie Samuel Tomei pour m'avoir mis sur la piste de ces historiens d'inspiration républicaine.

Bibliographie:

Aulard A. (1901) : La Révolution française. Paris.

Baumont S. et Dorna A. (2001): Les grandes figures du radicalisme. Toulouse. Privat.

[Buisson F. \(1908\) : La politique radicale. Préface-lettre de L. Bourgeois. Paris. Giard.](#)

Debray R. (1989) : Que vive la [République](#). Paris. Jacob.

Dorna A. (1998) : Les fondements de la psychologie politique. Paris. PUF.

Dorna A. (1994) : Éléments sur l'idéal et les raisons de la doctrine radicale. Les Cahiers radicaux. N° 1. 1994. Paris.

Dorna A. (1999) : Le Populisme. PUF.

Manin B. (1995): Principes du gouvernement représentatif. Paris. Flammarion.

Memmi A. (1989) : Pour un laïcisme humaniste. "Le Monde" du 23.6.1989.

Nicolet C. (1982) : L'Idée républicaine en France. Gallimard. Paris.

Pettit Ph. (1997): Republicanism. A theory of freedom and government. Oxford. Oxford University Press. (Il y [a une](#) traduction française)

Pocock [J.](#) (1975-1995) : Le moment machiavélien. Paris. PUF

[Quinet E. \(1865-1987\) : La révolution. Préface de C. Lefort. Paris. Belin.](#)

Spitz J.F. (1995) : La liberté politique. Paris. PUF

Skinner Q. (1978): The foundations of modern political thought. Cambridge. Cambridge University Press.